

Convention financière

Entre :

Le Département du Bas-Rhin, représenté par le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin dûment habilité à cet effet par la délibération en date du 13 décembre 2018 de la séance plénière du Conseil Départemental,

ci-après dénommé « le Département »,

Et

Atmo Grand Est, représenté par son Président M. Jean François Husson, habilité(e) pour ce faire par une décision du ... (conseil d'administration, bureau, ...) en date du ...,

ci-après dénommé « le bénéficiaire ».

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1111-2,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le Règlement Financier du Département du Bas-Rhin,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

Le Département s'engage à apporter une aide financière pour le programme d'action pour l'année 2019 que le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité.

Ce programme d'actions est déployé dans le cadre du programme réglementaire régional de surveillance de la qualité de l'air pour la période 2017-2021. Il est organisé autour de 5 axes majeurs :

- Répondre aux besoins d'observation de l'atmosphère : qualité de l'air extérieur et intérieur, émissions de gaz à effet de serre, consommations et productions d'énergies ;
- Déployer l'expertise et les outils au service de l'action : accompagnement pour la mise en œuvre des outils de planification visant à l'amélioration de la qualité de l'air et de l'atmosphère ;
- S'engager sur les thématiques émergentes : telles que la surveillance des odeurs, pesticides, nanoparticules, ...
- Développer une communication mobilisatrice et innovante : visant à la fois les collectivités, les professionnels, la population et en particulier les personnes les plus fragiles ;
- Favoriser les partenariats locaux, transfrontaliers et internationaux.

Dans le contexte de ce programme général, les actions suivantes seront déployées sur le territoire du Bas-Rhin :

Qualité de l'air intérieur

- Mise en œuvre d'actions de formation et de sensibilisation des agents du département à la surveillance réglementaire de la qualité de l'air intérieur : évaluation des moyens

d'aération, programme d'actions et de prévention, réalisation d'un cas test sur un collège.

- Mise en œuvre d'un diagnostic de qualité de l'air intérieur dans un ou deux collèges présentant un intérêt particulier pour le Conseil Départemental (suspicion de situation dégradée pour l'air intérieur, bâtiments exemplaires au niveau environnemental et énergétique, ...)

Sensibilisation générale à la qualité de l'air :

- ATMO Grand Est mettra en œuvre des actions de sensibilisation générale ou spécifique (mobilité / transport, bâtiments, agriculture, ...) à la demande du Conseil Départemental, à destination des élus, agents, du grand public ou des collégiens.

Les EHPAD au service de la surveillance des pollens :

- La plateforme numérique Pollin'Air permet aux personnes allergiques d'être alertées de l'arrivée des pollens. Le dispositif pourra être déployé au sein d'un EHPAD permettant aux pensionnaires de devenir des observateurs dans le cadre de ce réseau participatif mettant en relation des observateurs de plantes allergisantes et des personnes allergiques. L'EHPAD sera choisi par le Conseil Départemental.

Tous travaux de partenariats complémentaires n'entrant pas dans le champ des présents travaux fera l'objet d'une convention spécifique.

Article 2 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide départementale

2.1. La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin au 31 décembre 2019.

2.2. Le programme d'action sera achevé au 31/12/2019 sous réserve de la mise à disposition de l'intégralité des données par le Département.

A défaut d'effectuer la demande de versement du solde dans le délai susvisé, le solde de la subvention sera automatiquement annulé.

Article 3 : Détermination du montant éligible

Le coût total estimé éligible du programme d'action/d'investissement sur la durée de la convention est évalué à 8 851 000€

Article 4 : Détermination de la contribution financière

Pour les subventions de fonctionnement :

4.1. L'aide financière du Département du Bas-Rhin au bénéfice de l'objet visé à l'article 1^{er} s'élève à la somme maximale totale de 30 000 euros.

4.2. Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision.

4.3. Le montant versé est calculé au prorata de la réalisation effective de l'opération.

Article 5 : Modalités de versement de la contribution financière

La subvention indiquée en 4.1. est versée en une fois avant la fin de l'exercice budgétaire.

Article 6 : Justificatifs

Le bénéficiaire s'engage :

- à fournir un compte-rendu quantitatif et qualitatif certifié par le responsable légal ou toute personne habilitée, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention précisé à l'article 1^{er}. Il comprend les éléments mentionnés à l'annexe III et définis d'un commun accord entre le Département et le bénéficiaire,
- à fournir, dans les 6 mois suivant la clôture de chaque exercice-comptable du bénéficiaire, un bilan et un compte de résultat, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le président ou par le commissaire aux comptes si sa désignation est obligatoire, ainsi que le rapport d'activité de l'année de mise en œuvre du programme d'action/d'investissement,
- à désigner, si l'ensemble des aides publiques perçues par le bénéficiaire excède 153 000 euros, un commissaire aux comptes et un suppléant (articles L 612-4 et D 612-5 du Code du commerce),
- à informer le Département de l'ouverture de toute procédure de redressement ou liquidation judiciaire le concernant et de toute cession de créance le concernant étant précisé qu'une telle cession devra être préalablement autorisée par le Conseil Départemental.

Article 7 : Obligations à la charge du bénéficiaire de l'aide financière

Le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er},
- à ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique,
- à faciliter le contrôle par les services du Département de la réalisation de l'objet défini à l'article 1^{er}, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables.

Article 8 : Information et communication

L'organisme bénéficiaire de la subvention, dans le cadre de ses actions habituelles de communication, s'engage à informer du soutien du Conseil Départemental du Bas-Rhin dans tous les supports qu'il utilise ainsi que par le biais de ses rapports avec les différents médias.

Cette information doit se matérialiser par la présence du logotype du Conseil Départemental du Bas-Rhin sur les documents édités par le bénéficiaire et par tout autre moyen de communication adapté à la circonstance (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, etc.). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype du Conseil Départemental, l'organisme pourra prendre utilement contact auprès de la Direction de la communication du Conseil Départemental.

Le Département devra être informé de toute manifestation publique organisée dans le cadre du projet soutenu.

Article 9 : Interruption et reversement de l'aide financière

Après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire, le défaut total ou partiel du respect des clauses stipulées de la présente convention par le bénéficiaire pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets :

- l'interruption du versement de l'aide financière du département,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- la non prise en compte des demandes d'aide financière ultérieurement présentées par le bénéficiaire.

Le Département en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 : Résiliation

10.1. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

10.2. Pour la préservation de l'intérêt général, le Département peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

10.3. Dans le cas particulier de l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du bénéficiaire, la présente convention sera résiliée de plein droit, avec un préavis d'un mois mais sans versement d'indemnités.

Article 11 : Avenant

Sans préjudice de l'article 4, la présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 12 : Application supplétive du règlement financier départemental

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les règles du règlement financier départemental dont copie a été remise au bénéficiaire et/ou dont le contenu est accessible sur le site internet du Département à l'adresse suivante : <http://www.bas-rhin.fr/economie/associations-reglement-financier-departement-subventions-associations>.

Article 13 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les cocontractants élisent domicile au siège du Département.

Fait à, le

Pour le Département,
Le Président du Conseil Départemental du
Bas-Rhin

Pour ATMO Grand Est,
Le Président, Sénateur de Meurthe-et-Moselle

Frédéric BIERRY

Jean-François HUSSON